

PLAIDOYER DU COLLECTIF

ENSEMBLE CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

à l'occasion de
la "Journée Nationale des
Mémoires de la Traite,
de l'esclavage
et de leurs abolitions"

10 Mai 2019



Monsieur le Président
ne restez pas sourd
au sort des victimes
d'exploitation et de
traite des êtres humains

EN FRANCE !

Le 10 mai, nous célébrerons l'abolition de l'esclavage, et nous ferons mémoire des millions de victimes de la traite et de l'esclavage. Nous nous félicitons que la France – depuis quelques années et sous l'impulsion de la loi Taubira qui reconnaissait la traite et l'esclavage comme des crimes contre l'humanité – se tourne avec lucidité sur son passé et que la mémoire de l'esclavage, longtemps refoulée, entre dans notre récit national.

Mais la traite des êtres humains n'appartient pas qu'au passé. L'abolition de droit que nous célébrons ne signifie pas suppression de fait. Nous devons faire mémoire des souffrances endurées pendant quatre siècles par les millions de victimes des traites et des esclavages



www.contrelatraite.org

28 associations réunies pour lutter
ensemble contre la traite des êtres humains.

CONTACT : genevieve.colas@secours-catholique.org

CONTRE
LA TRAITE
DES ÊTRES HUMAINS

+ 33 6 71 00 69 90

pratiqués sur les populations africaines, amérindiennes, malgaches et indiennes, par des compagnies européennes, soutenues par les États. Mais ne restons pas sourds aux bruits des chaînes qui, aujourd'hui encore, retiennent prisonnières des millions de victimes de traite des êtres humains et les maintiennent dans des situations d'exploitation et de souffrance inacceptables.

En novembre 2017, des images de CNN tournées en Libye, faisaient le tour du monde et rappelaient que l'esclavage est encore de ce siècle, la réduction d'hommes et de femmes au rang de marchandises est une réalité de notre monde. Ces images ont déclenché l'indignation de l'opinion publique et de la classe politique. Vous avez, vous-même, qualifié ces agissements de « crimes contre l'humanité ».

Mais les images manquent pour que chacun réalise que la traite des êtres humains a cours aussi en Europe et en France. Nul besoin de vivre dans

une dictature ou un pays en guerre pour être victimes d'exploitation sexuelle, de travail forcé, de servitude domestique, de mariage servile, pour être contraint à mendier ou à commettre des délits... Derrière les différentes formes de traite et la variété des types d'exploitation se cachent des milliers de visages anonymes et souvent invisibles. Pourtant en Europe, ces victimes seraient au moins au nombre de 600.000 selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), 129.000 au moins en France.

Visages souffrants des milliers de victimes de la traite : femmes, enfants, hommes contraints à la prostitution sur les trottoirs de nos villes ; esclaves domestiques recluses dans le secret des maisons et soumises aux exactions de leurs exploiters ; migrants se tuant à la tâche dans des ateliers de confection clandestins ou des exploitations agricoles ; mineurs isolés, errant dans les rues, et contraints pour le compte d'autrui, à la mendicité ou à la délinquance... Mais aussi visages encore trop mal connus des trafiquants, organisés en réseaux mafieux transnationaux ou simples exploiters profitant de la vulnérabilité d'autrui pour faire du profit...

A close-up portrait of a young Black woman with dark hair, looking slightly to the right with a serious expression. She is wearing a white collared shirt and a necklace. The background is dark and out of focus.

« Si tu racontes ton histoire, personne ne te croira ! »

Henriette

PAROLES DE VICTIMES : www.contrelatraite.org/index.php/henriette



Etienne

*« J'avais peur
pour
ma famille »*

PAROLES DE VICTIMES : www.contrelatraite.org/index.php/etienne

À rebours des idées reçues, nous affirmons que la France est confrontée à la traite et l'exploitation des êtres humains. Aujourd'hui, dans notre pays, des milliers de femmes, de mineurs et d'hommes sont exploités et ainsi bafoués dans leur dignité, privés de leurs droits et de leurs libertés fondamentales.

À rebours des discours politiques, nous affirmons que le gouvernement français ne met pas tout en œuvre pour prévenir et lutter contre la traite et l'exploitation des êtres humains. En 2014, la France s'était dotée – sous l'impulsion de la société civile et des institutions internationales – d'un plan d'action triennal posant pour la première fois les fondements d'une véritable politique publique de lutte contre la traite des êtres humains sous toutes ses formes d'exploitation. Depuis, des progrès ont certes été accomplis en la matière, mais ils sont loin d'être suffisants et beaucoup reste à faire, tant sur le volet juridique, que sur le volet de la protection des victimes, ou de la prévention.

Or, plus de deux ans après que le plan soit arrivé à son terme, le silence des autorités politiques est assourdissant. Le désintérêt manifeste des pouvoirs publics pour la lutte contre la traite et l'exploitation des êtres humains inquiète les associations mobilisées au quotidien contre ce fléau. Face à l'ONU, au Conseil de l'Europe, à l'Union européenne qui rappellent à la France ses obligations en la matière, le gouvernement ne bouge pas.

Nous, associations engagées depuis de nombreuses années dans la lutte contre la traite et l'exploitation des êtres humains et l'accompagnement des victimes, demandons au Président de la République et au Gouvernement de mettre en place rapidement un nouveau plan national d'action, assorti des moyens nécessaires à sa mise en œuvre, pour que cette lutte ne demeure pas un vœu pieux. Nous insistons sur la nécessité de rattacher directement au Premier ministre la coordination de la lutte contre la traite et l'exploitation des êtres humains, afin d'assurer la prise en compte de toutes les victimes dont certaines sont aujourd'hui encore trop souvent négligées.

Ce plan national d'action doit permettre que toutes les victimes de traite, quelle que soit la forme d'exploitation, soient protégées de manière identique et aient les mêmes droits. Il doit répondre à trois nécessités : l'identification des victimes, la coordination des actions avec la société civile, la priorisation et la planification des actions. Ainsi qu'à un impératif : la réalité de moyens financiers et humains permettant de le mettre en œuvre et de l'évaluer.

C'est à ces conditions seulement que le gouvernement français pourra revendiquer une action effective contre la traite et l'exploitation des êtres humains en France et que les victimes pourront effectivement accéder à leurs droits et à une nouvelle vie.

LE COLLECTIF

« Ensemble contre la traite des êtres humains »



LES MEMBRES DU COLLECTIF «ENSEMBLE CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS» :

Action Catholique des Femmes, AFJ, Agir Contre la Prostitution des Enfants, Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme, Amicale du Nid, Armée du Salut, Association pour la Réadaptation Sociale, Aux Captifs la libération, Comité Contre l'Esclavage Moderne, Comité Protestant évangélique pour la Dignité Humaine, Congrégation Notre Dame de Charité du Bon Pasteur, Conseil Français des Associations pour les Droits de l'Enfant, ECPAT France, Fédération des Acteurs de la solidarité (FAS), Fédération de l'Entraide Protestante, Espoir CFDJ-Service Jeunes errants, Fondation Jean et Jeanne Scelles, Hors la rue, Justice et Paix France, Koutcha, La Cimade, La Voix de l'enfant, Les Champs de Booz, Mouvement du Nid, Organisation Internationale Contre l'Esclavage Moderne, Planète Enfants et Développement, SOS Esclaves, et le Secours Catholique Caritas France qui coordonne le Collectif.

www.contrelatraite.org

Le Collectif "Ensemble contre la traite des êtres humains"* est un réseau de lutte contre toutes les formes de ce déni des droits humains. Créé par le Secours Catholique en 2007, il regroupe 28 associations et fédérations d'associations françaises, engagées de façon directe ou indirecte avec les victimes en France ou dans les pays de transit et d'origine de la traite. Déterminé à lutter contre la marchandisation de la personne, il se mobilise avec un double objectif : sensibiliser le grand public à cette question complexe et amener les décideurs politiques, français et mondiaux, à s'engager fortement contre cette forme de criminalité. Il couvre les différents types de traite à des fins d'exploitation sexuelle, d'esclavage domestique, de travail forcé, d'obligation à mendier, de contrainte à commettre des délits, de mariage servile, de prélèvement d'organes...

SES DOMAINES D'ACTION :

Prévention des publics à risque de traite, sensibilisation du grand public, accompagnement des victimes, mise en réseaux au niveau national et international, plaidoyer en France, en Europe et au niveau mondial pour faire évoluer les textes internationaux et les lois nationales en faveur des victimes.

En juin 2016/2017, le Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains » a contribué avec le gouvernement français à établir la première étude statistique concernant la traite des êtres humains en France : une occasion de rendre visible ce phénomène trop souvent caché au détriment des personnes concernées. Il poursuit cet engagement dans ce domaine.

En 2019, il demande au gouvernement, plus de deux ans après la fin du premier Plan, un deuxième Plan d'action national assorti de moyens pour sa mise en œuvre.

S'appuyant sur le vécu et les talents, potentialités des personnes victimes de traite, de tout âge et de toutes nationalités, le Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains », en luttant contre ce crime contre l'humanité, agit pour donner accès au droit commun à chaque personne dans le refus de toute forme d'exploitation de l'être humain par un autre. Plusieurs organisations membres de ce Collectif d'associations françaises ont aussi une dimension internationale nécessaire pour combattre ce fléau.

28 associations réunies pour lutter ensemble contre la traite des êtres humains.

CONTACT : genevieve.colas@secours-catholique.org

**CONTRE
LA TRAITE
DES ÊTRES HUMAINS**

+ 33 6 71 00 69 90